

Jeunes et pauvreté : une approche sociologique

Gauthier, Madeleine, Marc Molgat et Louise Saint-Laurent.
1999. *Lien social et pauvreté : repérage et profil des jeunes
précaires qui vivent seuls en milieu urbain*. Québec,
INRS-Culture et Société, janvier 1999, 243 p.

Pascale Dufour

Number 42, Fall 1999

Vivre avec le minimum : quelle architecture pour la protection
sociale ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005201ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005201ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dufour, P. (1999). Review of [Jeunes et pauvreté : une approche sociologique / Gauthier, Madeleine, Marc Molgat et Louise Saint-Laurent. 1999. *Lien social et pauvreté : repérage et profil des jeunes précaires qui vivent seuls en milieu urbain*. Québec, INRS-Culture et Société, janvier 1999, 243 p.] *Lien social et Politiques*, (42), 155–157. <https://doi.org/10.7202/005201ar>

Note de lecture

Jeunes et pauvreté : une approche sociologique

• **GAUTHIER, Madeleine, Marc MOLGAT et Louise SAINT-LAURENT. 1999. Lien social et pauvreté : repérage et profil des jeunes précaires qui vivent seuls en milieu urbain. Québec, INRS-Culture et Société, janvier 1999, 243 p.**

Le rapport de recherche de l'INRS-Culture et Société, dirigé par Madeleine Gauthier, plonge le lecteur dans l'univers de 58 jeunes, vivant seuls à Montréal ou à Québec et ayant un revenu inférieur au seuil de faible revenu fixé par Statistique Canada.

Source considérable d'informations (la recherche, financée par le Conseil québécois de la recherche sociale, a été l'objet de plusieurs publications et d'une thèse de doctorat¹), le rapport pêche par excès, la densité de la description n'étant pas toujours rendue intelligible par l'analyse. Cela dit, les auteurs annoncent d'emblée les limites du

« format », l'analyse approfondie devant suivre ultérieurement. Ce rapport s'adresse aux intervenants sociaux, mais aussi à tous les chercheurs intéressés aux questions de pauvreté ou de transformation sociale, à l'affût de données empiriques sur des sujets « chauds », et éventuellement aux jeunes eux-mêmes...

Basé sur des entrevues qualitatives et des questionnaires fermés, le rapport est organisé en trois grandes parties. La première partie décrit les univers des jeunes autour de thèmes centraux (les motifs de départ du foyer familial, l'état des liens familiaux et sociaux, la situation financière, les représentations de l'avenir) ; la seconde propose une analyse en termes de trajectoire et la dernière fournit des pistes de réflexion pour l'intervention sociale auprès de ces populations. Nous concentrerons notre attention sur la partie analytique du rapport.

La recherche entreprise tente de comprendre la manière dont on devient pauvre au moment du passage à la vie adulte et comment on vit dans ces circonstances. Pour les auteurs, la pauvreté

chez les jeunes (moins de 25 ans) questionne un des acquis de la société moderne, selon lequel l'atteinte de l'autonomie (c'est-à-dire la possibilité pour l'individu d'assumer seul sa subsistance et son destin) est la caractéristique centrale du passage à la vie adulte. Ils tentent de mesurer cet « accès » à l'autonomie à travers l'insertion résidentielle.

Le Québec détient avec la Nouvelle-Écosse un taux de pauvreté plus important chez les familles monoparentales et chez les personnes seules que partout ailleurs au Canada. L'étude entreprise permet d'approfondir la connaissance de ce phénomène pour une population jeune qui n'est ni délinquante, ni itinérante, ni étudiante. Outre un repérage descriptif de la situation des jeunes pauvres qui vivent seuls ou en colocation, les chercheurs vérifient l'hypothèse de départ selon laquelle il existe un lien entre la situation économique et l'affaiblissement du tissu social dans la construction de la pauvreté. Ainsi, le départ du milieu familial accroît le risque de pauvreté quand les liens avec le milieu d'origine disparaissent ou deviennent ténus et qu'ils ne sont pas remplacés par la construction d'autres relations sociales.

Plus spécifiquement, deux grands types de trajectoires socioprofessionnelles sont dégagés de l'ensemble des entrevues, les trajectoires de contrainte et les trajectoires d'autonomie.

Parmi les trajectoires de contrainte, on retrouve la trajectoire de marginalité (qui fait ressortir la faiblesse des stratégies des jeunes face aux contraintes importantes qu'ils rencontrent au niveau du logement, des solidarités et du monde du travail) et la trajectoire d'alternance bascule, qui se caractérise par une insertion résidentielle précaire et la présence de mouvements de recul dans les trajectoires de vie. Il semblerait que certaines stratégies axées sur les solidarités préviennent le basculement vers la marginalité.

Les trajectoires d'autonomie regroupent la trajectoire de l'alternance débrouille, où les solidarités sont multiples et le rapport au travail est plus présent, et la trajectoire de relative autonomie, où l'esprit de débrouillardise des jeunes confrontés à des conjonctures difficiles prime et leur fournit une relative stabilité des transitions. Pour cette dernière trajectoire, la solidarité avec la famille d'origine, ou construite à travers

la colocation, fournit des remparts efficaces contre la pauvreté.

L'ensemble des stratégies résidentielles indique que la précarité de l'emploi a suscité, « non pas de nouvelles formes de ménages ou de recours à l'aide publique, mais plutôt un élargissement de certaines pratiques d'habitation qui s'accompagnent d'un travail de remodelage des aspirations à l'autonomie des jeunes et d'une restructuration de l'espace de vie domestique comme espace privé non familial ». Cependant, ces changements n'ont rien d'uniforme, et c'est bien l'inégalité des chances entre les jeunes qui transparaît du rapport.

Se pose alors la question de l'intervention de l'État. Si près de la moitié des membres de l'échantillon ont un revenu qui constitue de 30 à 47 pour cent du seuil de faible revenu, ce sont les prestataires du système d'assistance sociale qui sont les plus pauvres. Pour les autres, mieux lotis, le travail instable et faiblement rémunéré n'est pourtant pas une garantie suffisante de dépassement du seuil de faible revenu. Dans ces conditions, l'aide publique de dernier recours constitue parfois un outil de transition vers l'emploi ou la formation, ou simplement un répit dans l'alternance des « petits boulots ».

L'insertion en emploi de ces « jeunes précaires », qui ont quitté relativement tôt le système scolaire, souffre clairement de l'absence de substitut à l'encadrement du milieu scolaire comme moyen de transition vers l'autonomie. L'apprentissage professionnel et le système de compagnonnage ayant disparu, les jeunes sont constamment « tiraillés » entre leur besoin d'expérience et les exigences des employeurs qui leur demandent d'être directement productifs. Cette étape « transitoire » est particulièrement difficile pour les plus jeunes dont les liens avec le milieu familial sont brisés ou distendus. Ainsi, les risques de pauvreté s'accroissent chez les personnes qui n'ont pas de milieux primaires d'accueil, qu'elles soient migrantes ou immigrantes.

Enfin, interrogés sur leur vision de l'avenir, les répondants semblent tournés, soit vers des stratégies de résignation face aux difficultés quotidiennes, soit vers des stratégies relevant de la révolte individuelle. La vie au jour le jour, le développement d'attentes peu élevées, l'expression de rêves grandilo-

quents sont autant de façons de « rationaliser » ou de vivre avec la précarité.

Selon l'hypothèse développée par les chercheurs, l'insertion résidentielle serait aujourd'hui le marqueur du passage à la vie adulte, l'insertion économique et l'insertion matrimoniale ne représentant plus les étapes structurantes qu'elles ont pu constituer il y a vingt ans. Ainsi, le départ précoce du foyer d'origine ne serait pas ou plus synonyme de marginalité. Les auteurs concluent à l'existence d'une grande diversité de cas de figure dans les stratégies résidentielles, balisées par l'existence de deux pôles. D'un côté, le pôle de l'individualité, qui correspond à la recherche de l'autonomie à tout prix, de l'autre, la figure de la pauvreté, qui risque de se perpétuer si les mécanismes de solidarité (étatiques ou extra-étatiques) n'interviennent pas.

Outre que les résultats de la recherche fournissent des pistes de réflexion pour les décideurs politiques et les intervenants sociaux (en ce qui concerne les politiques de logement et de soutien du revenu), l'étude a le mérite de rappeler l'existence de situations d'extrême fragilité dans cette catégorie de population. Cependant, est-il encore possible de conceptualiser ce « temps social » comme un temps de transition vers l'âge adulte, comme le font les auteurs ? Quand une période dure dix ans ou plus, s'agit-il d'une période de transition ou d'un « état social », d'une étape véritable ? Au-delà de la dénomination du phénomène, c'est toutefois la compréhension des modes de vie qui est en jeu. Si ce temps social était vécu comme une transition, on reconnaîtrait des balises et des buts à atteindre relativement structurants dans les représentations sociales des jeunes (notamment face à l'avenir). D'après les résultats de la recherche, il semble qu'il n'y en ait pas, ou très peu. On peut douter que cette période de la vie recèle vraiment une direction pour les interviewés. Vers quoi vont-ils ? Vers la forme d'emploi occupée par leurs parents ? Les répondants sont bien trop lucides pour y croire. Vers un noyau familial ? Peu probable au vu des stratégies développées par rapport aux relations amoureuses. Une analyse subséquente pourrait, probablement, nous en apprendre davantage sur les représentations sociales exposées par les répondants au cours des entrevues. Les

discours recueillis sont probablement très riches au niveau symbolique et une analyse de ce type permettrait de voir comment les jeunes se représentent cette période de leur vie. De la même façon, si l'apolitisme des jeunes peut paraître évident du point de vue des pratiques développées, les représentations sont, elles, probablement beaucoup plus « politisées ».

De cette façon, il serait possible de préciser, qualitativement, si « l'allongement de la jeunesse » est l'allongement de la transition vers la vie adulte ou constitue plutôt un « état social » nouveau, qui se construit dans nos sociétés.

Pascale Dufour
Département de science politique
Université de Montréal

Note

¹ Marc Molgat, *Vivre hors famille... L'insertion résidentielle au cœur du passage à la vie adulte au Québec*, thèse de doctorat déposée à l'Université de Montréal, 1998.